

**Séance ordinaire du  
jeudi 19 décembre 2019**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Enfance**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Cédric DE SAINT JOUAN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Marie-Hélène SANTARELLI, Patrick VIGNAL

**Partenariat Ville de Montpellier - Structures associatives de la Petite Enfance  
dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier s'engage fortement dans le secteur de la petite enfance, et tout particulièrement dans le développement et le soutien d'une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains.

Par délibération du 13 juin 2005, le Conseil Municipal a mis en place un partenariat pour le financement des établissements associatifs d'accueil de petite enfance sous forme de prestations de service municipales pour l'accueil des petits Montpelliérains.

Cette prestation de service horaire par enfant, d'un montant d'un euro d'abord, a progressivement été augmentée dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) 2008-2010, en passant à 1,50 euros en 2009 puis à 1,70 euros en 2010.

L'accompagnement et le soutien financier des structures associatives ont toujours été un axe fort du CEJ.

Soucieuse de préserver cette offre associative qui représente, en 2019, près de 628 places, soit 25% de l'offre d'accueil totale, la Ville a, par délibération du Conseil Municipal du 18 juin 2015, revalorisé le montant de la prestation de service horaire à 1,85 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Dans le cadre du CEJ 2019-2022, la Ville prévoit le co-financement de 64 places associatives supplémentaires, dont 56 seront inscrites ultérieurement par avenant.

Conformément aux dispositions du CEJ, la participation financière de la Ville peut aussi s'établir sur une base forfaitaire si l'association participe à une action spécifique et, à ce titre, s'engage :

- à mettre en œuvre des modalités d'accueil spécifiques pour satisfaire au mieux les besoins des familles dont les deux parents, ou le parent unique, suive(nt) un stage d'insertion sociale et/ou professionnelle.
- à offrir aux familles un accueil selon des modalités atypiques.

Enfin, la Ville contribue également financièrement au fonctionnement des Lieux d'Accueil Enfants Parents (LAEP) et au réseau des crèches associatives et parentales de l'Hérault (Collectif 34).

L'ensemble de ces actions font l'objet d'un co-financement de la Caf évalué sur la base de 55% maximum du reste à charge de la collectivité dans la limite d'un prix de revient plafonné.

Pour le CEJ 2019-2022, les actions cofinancées (existantes et nouvelles) sont les suivantes :

Gestionnaire	Type d'établissement	Nom de l'établissement	Nombre de places conventionnées / places agréées	Type de prestation	
				Prestation horaire	Prestation forfaitaire
Accroche cœur	EAJE	Accroche cœur	16 / 16	x	
La Bambinerie	EAJE	La Bambinerie	17 / 17	x	
Bamboubulle	EAJE	Bamboubulle	20 / 20	x	
Les Bambins du Lez	EAJE	Les Bambins du Lez	42 / 42	x	
Familles Rurales Hérault	EAJE	La Belle journée	20 / 20	x	
Familles rurales Sucre d'Orge	EAJE	Sucre d'Orge	40 / 40	x	
Familles rurales Sucre d'Orge	EAJE	La Coccinelle	41 / 41	x	
Familles rurales Sucre d'Orge	EAJE	Moussia	24 / 24	x	
UDAF Hérault	EAJE	Costebelle	31 / 31	x	
La Gerbe	EAJE	La Gerbe	20 / 20	x	
ALPJ	EAJE	Ginkgo Biloba Collectif	38 / 38	x	
ALPJ	EAJE	Fabulettes	10 / 10	x	x
ALPJ	EAJE	Les Enfants	15 / 15	x	
ACSP	EAJE	Les Lutins	57 / 57	x	
Les Moussaillons	EAJE	Les Moussaillons	16 / 16	x	
Ribambelle	EAJE	Ribambelle	20 / 20	x	
Ricochet	EAJE	Ricochet	16 / 16	x	
Une Souris verte	EAJE	Une Souris verte	20 / 20	x	
Familles Rurales Hérault	EAJE	Tom Pouce	28 / 28	x	
Mas du Moulins	EAJE	Baby car	10 / 10	x	x
Présence Verte Service	EAJE	L'Arbre à Chouettes	19 / 29	x	
Issue	EAJE	La Marelle	10 / 10	x	
MFGS	EAJE	Les Petites Mayas	34 / 34	x	
Adages	EAJE	Les Lilas	26 / 26		x
Adages	SAF	Les Lilas	20 / 20		x
Adages	SAFI	SAFI et poste de coordination	4 / 8	x	x
Pause Goûter	LAEP	Pause goûter	/		x
Jouons en ludothèque	LAEP	Les P'tites Guirlandes	/		x
Le Baobab	LAEP	Baobab Antigone	/		x
Le Baobab	LAEP	Baobab Boutonnet	/		x
Le Baobab	LAEP	Baobab Mosson	/		x
Le Baobab	LAEP	Baobab Croix d'Argent	/		x
Le Baobab	LAEP	Baobab Voltaire	/		x
Collectif 34	/	Poste de coordination	/		x
<b>Total places existantes</b>			<b>614 / 628</b>		

Gestionnaire	Type d'établissement	Nom de l'établissement	Nombre de places conventionnées / places agréées	Type de prestation	
				Prestation horaire	Prestation forfaitaire
ALPJ	EAJE	Les Enfantsines	1 / 1	x	
ALPJ	EAJE	Ginkgo Biloba Collectif	7 / 7	x	
<b>Total places nouvelles</b>			<b>8 / 8</b>		

Les modalités du financement municipal de ces actions, ainsi que les obligations des gestionnaires associatifs, sont précisées par une convention signée entre la Ville et l'association conclue sur la durée du CEJ 2019-2022. Afin d'assurer la continuité du financement de ces actions, chaque convention de partenariat sera prorogée jusqu'à la conclusion du prochain CEJ (ou du contrat substitutif suivant) dont les termes seront appliqués avec rétroactivité au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le modèle ci-joint de convention de partenariat qui prévoit les modalités de financement des différentes opérations listées ci-dessus ;
- de prévoir le financement municipal des nouvelles actions, créées au titre du Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022, ou déjà prévues dans les précédents contrats, sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Annie YAGUE.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention partenariat 2019-2022.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20191219-110721-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 27/12/19  
Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.